

LA CHRONIQUE  
DE THOMAS PIKETTY

# Mortifère union de transfert

**A** lors que la crise politique s'aggrave en Italie et en Espagne, la France et l'Allemagne se montrent toujours aussi incapables de formuler des propositions précises et ambitieuses de réforme de l'Europe. Il suffirait pourtant que ces quatre pays, qui forment à eux seuls les trois quarts du PIB et de la population de la zone euro, se mettent d'accord sur une base commune pour débloquer la situation. Comment expliquer une telle inertie, et pourquoi est-ce si grave ?

En France, la théorie en vogue est que tout est la faute des autres. Notre jeune et dynamique président n'a-t-il pas fait de merveilleuses propositions sur la refonte de la zone euro, son budget et son Parlement ? Pas de chance : nos voisins sont incapables de s'en rendre compte et d'y répondre avec la même audace gauloise ! Le problème de cette théorie paresseuse est que ces fameuses propositions françaises n'existent tout simplement pas : personne n'est capable d'aligner trois phrases permettant d'expliquer par quels impôts communs ce budget sera alimenté, quelle sera la composition de l'Assemblée de la zone euro, qui exercera cette nouvelle souveraineté fiscale, etc. Demandez donc à votre ami macronien préféré pour vérifier, ou bien, si vous n'en avez pas – personne n'est parfait – écrivez à vos journaux préférés !

C'est un peu comme si les révolutionnaires de 1789, au lieu de former une Assemblée nationale permettant de voter immédiatement l'abolition des privilèges et la mise en place d'un nouveau système fiscal, s'étaient contentés d'annoncer qu'il serait bon de prendre le temps de réfléchir à la mise en place d'une commission de réflexion visant à sauver à terme l'Ancien Régime. C'est la différence entre faire quelque chose et parler dans le vide.

## Propositions floues

En vérité, les propositions françaises sont tellement floues qu'il est possible d'y mettre tout et son contraire. Et c'est bien le problème : tous les discours nationalistes et antieuropéens peuvent s'y engouffrer. Il est aisé de dénoncer aujourd'hui la friilosité d'Angela Merkel, et, de fait, sa réponse aux « propositions françaises » est plus que timorée. Aux

dernières nouvelles, elle dirait oui à un budget d'investissement de la zone euro, à condition toutefois qu'il soit minuscule (moins de 1 % du PIB de la zone).

Tout cela sans rien dire évidemment des impôts communs susceptibles de le financer (si bien que l'on risque fort de se retrouver à recycler des investissements déjà réalisés, à grands coups de manipulations comptables, comme avec le plan Juncker). Et bien sûr, sans rien proposer sur l'indispensable démocratisation de la zone euro. Il est simplement question de rebaptiser le Méca-

**LA FRILOSITÉ  
DE MERKEL NE FAIT  
QUE RÉPONDRE  
À LA FRILOSITÉ  
DE MACRON,  
QUI EN RÉALITÉ  
PARTAGE LE MÊME  
CONSERVATISME**

¶

Thomas Piketty est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et professeur à l'École d'économie de Paris

nisme européen de stabilité en « Fonds monétaire européen », ce qui exprime assez clairement une vision hyperconservatrice : il s'agit d'appliquer au gouvernement de l'Europe le modèle du FMI, c'est-à-dire un gouvernement à huis clos, piloté par les ministres des finances et la technocratie. Aux antipodes du modèle de délibération parlementaire, publique, démocratique et contradictoire, qui devrait toujours avoir le dernier mot. Il est bien triste que Merkel et l'Allemagne en soient arrivés là, trente ans après la sortie du communisme et des certitudes de ses huis clos bureaucratiques.

Mais s'il est aisé de dénoncer la friilosité de Merkel, il est temps que les médias français comprennent qu'elle ne fait que répondre à la friilosité de Macron, qui, en réalité, partage le même conservatisme. Dans le fond, ces deux dirigeants ne veulent rien changer d'essentiel à l'Europe actuelle, car ils sont

victimes du même aveuglement : ils trouvent que leurs deux pays ne s'en sortent pas si mal, et qu'ils ne sont pour rien dans les errements de l'Europe du Sud.

Ce faisant, ils risquent de tout faire exploser. Après avoir humilié la Grèce en 2015, dont le gouvernement « d'extrême gauche » n'était peut-être pas parfait mais avait au moins le mérite de promouvoir des valeurs de solidarité à l'égard des plus pauvres et des migrants, ils se retrouvent, en 2018, avec l'extrême droite au pouvoir en Italie, un gouvernement dont le seul ciment – autorisé par les règlements européens – est la chasse aux étrangers.

Comment sortir de l'impasse ? Le problème est qu'une bonne part des dirigeants allemands et nord-européens ont expliqué depuis des années à leurs électeurs que toutes les difficultés de l'Europe étaient causées par les paresseux du Sud, que ces derniers en voulaient à leur argent, et qu'il suffirait qu'ils se mettent à travailler et à exporter comme des Allemands ou des Hollandais pour que tout soit réglé.

Sur le plan économique, ces discours sont tout aussi délirants que les promesses du Front ou de la Ligue (puisque personne au monde ne pourrait absorber un excédent allemand généralisé au niveau de la zone euro). Il reste que ce fantasme de l'« union de transfert » (*Transferunion* en bon allemand) bloque aujourd'hui toute réflexion.

Pour en sortir, sans doute faut-il proposer que le futur budget de la zone euro, alimenté par des impôts communs sur les bénéfices des sociétés et les plus hauts revenus et patrimoines, voté par une véritable Assemblée démocratique, bénéficie à chaque pays autant que sa contribution fiscale (avec des transferts nets limités à 0,1 % ou 0,5 % du PIB). Cette vision étroitement nationale de la solidarité n'est pas satisfaisante, mais, dans le fond, ce n'est pas l'essentiel : l'objectif est avant tout de permettre à une puissance publique européenne d'imposer les acteurs économiques les plus puissants au moins autant que les plus modestes, afin d'investir dans l'avenir et de réduire les inégalités à l'intérieur des pays. Débattions enfin de l'Europe et avançons ! ■